Le Monde
Jeudi 1er novembre 2012

En Suède, la fiscalité verte, mode d'emploi

Le pays a fait sa révolution il y a vingt ans, démontrant que l'écologie n'est pas incompatible avec la compétitivité

Stockholm
Envoyé spécial

Les caméras filmant les voitures qui entrent dans Stockholm, sur le pont Liljeholmsbron, au sud-ouest de la capitale suédoise, viennent d'enregistrer l'immatriculation du 4x4 blanc Volvo d'Isabelle Ducellier, en ce début de journée de la fin du mois d'octobre. Il lui en coûtera quelque 20 couronnes (2,3 euros) pour ce passage à une heure de pointe et la facture, qui comptabilise tous ses passages en ville, sera à régler le mois suivant.

« *Je n'y pense même pas*, reconnaît en souriant la directrice générale de Pernod-Ricard Suède. *Je sais que je ne suis pas une bonne élève, je devrais moins utiliser la voiture. Beaucoup de nos jeunes collaborateurs n'ont même pas le permis, la voiture est chère et presque inutile.* » Cette Française, installée à Stockholm depuis quatre ans, constate chaque jour la conversion du pays à l'économie verte. « *La conscience environnementale est très forte ici, contrairement à la France* », ajoute Isabelle Ducellier.

La Suède est aujourd'hui une référence en termes de fiscalité verte. Comment les quelque 9,4 millions de Suédois vivent-ils au quotidien cet engagement ?

Taxe sur l'électricité, taxe carbone, taxe sur les énergies fossiles, sur les déchets, les pesticides, les produits soufrés, péage urbain, vignette auto... les dispositifs sont nombreux. Quelque 10,4 milliards d'euros ont été prélevés en 2010 au titre de la fiscalité environnementale, soit 10 % des impôts perçus environ, dont 2,3 milliards d'euros pour la seule taxe carbone.

Pour les Suédois, soumis à une forte pression fiscale – 57 % du revenu –, cet investissement écologique fait assez peu débat. « *Ils ont conscience de cette fiscalité mais ne la connaissent pas vraiment dans le détail des taxes* », avance Susanne Akerfeldt, directrice adjointe des impôts au ministère des finances.

> **La part des énergies renouvelables dans la consommation d'électricité sera supérieure à 50 % en 2012**

En Suède, les impôts sur le revenu sont prélevés par les communes, directement à la source, sur le salaire. « *Les gens ont conscience qu'ils payent beaucoup de taxes, mais comme ils en constatent les avantages, cela ne les gêne pas* », explique de son côté Mats Pertoft, député de Stockholm du Parti vert.

Au sud de Stockholm, le quartier de Hammarby Sjöstad, ancienne zone portuaire et industrielle, où résident 26 000 habitants, se veut exemplaire : eaux pluviales récupérées dans des bassins d'écoulement, eaux purifiées et boues réinjectées dans un circuit de gaz pour les usagers ou vendu aux services de transport qui utilisent le biogaz pour les bus, constructions permettant de réduire de moitié l'empreinte carbone, navettes fluviales, voitures partagées... « *C'est bien plus qu'un écoquartier, il s'agit d'un autre mode de vie, d'une ville différente*, proclame Yves Chantereau, architecte du cabinet Equator et responsable du projet. *Les Suédois, à la différence des Français, s'attachent peu à la forme et privilégient l'usage. Ils sont plus intéressés par la diminution des déchets et la cohérence des systèmes qu'à des façades démonstratives.* » Résultat, à Hammarby Sjöstad, des petits immeubles simples, multicolores et de nombreux espaces verts.

« *L'enjeu d'une fiscalité environnementale*, analyse un diplomate français, *ne porte pas seulement sur les finances de l'Etat mais aussi sur sa capacité à modifier les comportements.* » Le péage urbain, mis en place en 2006, en est une bonne illustration. A l'époque controversé – les résidents des communes limitrophes s'opposant alors aux habitants du centre-ville favorables au péage –, il est aujourd'hui plébiscité par 67 % des habitants du Grand Stockholm, contre 30 % avant son instauration, selon une étude du Centre d'études des transports (2012). Le nombre d'automobilistes traversant la ville a baissé de 20 % en six ans. Ce sont les plus aisés qui ont été pénalisés, les habitants aux revenus plus modestes utilisant les transports en commun. Le péage est vécu comme une mesure environnementale et sociale efficace.

Pour autant, la Suède devrait faire plus, estime M. Pertoft. « *Le gouvernement garde le cap fixé au début des années 1990, mais ne prend pas de nouvelles initiatives* », assure-t-il. Sous la coalition de centre-droit, au pouvoir depuis 2006, l'avion, très polluant, a été privilégié au détriment du train, dont les infrastructures sont quasi centenaires. Une taxe sur les engrais chimiques a été supprimée en 2010, année électorale. « *Le gouvernement nous dit que cela fonctionne bien et qu'il est compliqué de faire plus actuellement* », dit M. Pertoft qui prône une hausse de la fiscalité environnementale et une baisse des taxes sociales pour défendre l'emploi et la compétitivité.

« *Si les gens ont besoin d'aides, les services sociaux leur en fourniront, mais cela ne leur donne pas droit à des réductions sur les tarifs d'énergie par exemple* », rétorque Susanne Akerfeldt. Le *green tax shift* (le « tournant de la taxe verte ») remonte au début des années 1990. L'année où la taxe carbone a été instaurée, en 1991, l'ensemble des taxes environnementales a représenté un accroissement de la fiscalité de 1,8 milliard d'euros.

Dans le même temps, les taxes sur le travail étaient réduites de 6 milliards. Introduite à 27 euros la tonne, la taxe carbone s'élevait à 114 euros la tonne en 2011. Les entreprises soumises à la concurrence internationale ou au régime des quotas carbone de l'Union européenne en sont largement ou totalement exemptées.

Aujourd'hui, le meilleur argument en faveur de la fiscalité verte reste sa compatibilité avec la croissance économique. « *Nous avons réduit nos émissions de gaz à effet de serre de près de 20 % entre 1990 et 2009, alors que notre PIB a crû de 50 % sur la même période* », se félicite Mme Akerfeldt. Les objectifs que la plupart des pays ont du mal à atteindre sont déjà dépassés. La part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale de la Suède sera supérieure à 50 % dès 2012. En France, elle était de moins de 13 % en 2010. ■

Rémi Barroux